



LA CRISE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DU SAHEL:

L'urgence d'appuyer la résilience des populations vulnérables

Cadre stratégique de réponse régionale

Burkina Faso, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, et Sénégal

VERSION 2
Avril 2012

Cadre stratégique de réponse à la crise nutritionnelle et alimentaire au Sahel de 2012

RÉSUMÉ

Dans le contexte d'alerte lancée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) en octobre-novembre 2011 face à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel, la FAO, en appui aux gouvernements nationaux et en collaboration avec les agences humanitaires actives en Afrique de l'Ouest et au Sahel, a préparé un cadre stratégique de réponse intitulé « **La crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel : l'urgence d'appuyer la résilience des populations vulnérables** ». Ce programme inclut une composante régionale et des interventions nationales au Burkina Faso, en Gambie, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Tchad, et au Sénégal.

Pour protéger efficacement les moyens d'existence menacés des populations et améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, il est primordial de réduire les impacts négatifs de la crise sur la production alimentaire et sur les circuits de commercialisation et d'établir les conditions favorisant la réhabilitation et la restauration de l'autonomie. Parallèlement, il est essentiel de préserver la disponibilité, l'accès et la consommation de denrées de qualité, tout en renforçant la résilience des communautés, des individus et en particulier des femmes qui jouent un rôle fondamental à tous les niveaux des systèmes alimentaires.

L'objectif global du programme que la FAO se propose de mettre en œuvre vise à **améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables du Sahel**.

Son objectif spécifique est **de protéger et de renforcer la résilience des moyens d'existence des agriculteurs, éleveurs, agro-pasteurs, agro-sylvo-pasteurs et autres groupes vulnérables face à la crise de 2012**. Les cinq résultats attendus du cadre stratégique de programme de réponse sont exposés dans le tableau ci-dessous :

Résultat 1	<i>Appuyer la résilience</i> : la résilience des populations vulnérables est protégée et améliorée.
Résultat 2	<i>Gouverner les risques</i> et les crises: les capacités institutionnelles nationales et régionales de coordination et de gestion de la crise et de réduction des risques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont renforcées.
Résultat 3	<i>Observer pour préserver</i> : l'évaluation des besoins, le suivi et les systèmes d'alerte précoces (SAP) aux niveaux locaux, nationaux et régionaux sont renforcés de façon concertée et intégrée.
Résultat 4	<i>Se préparer à la réponse</i> : les plans de contingence et les capacités de préparation aux crises/catastrophes sont renforcés aux niveaux régional, national et local.
Résultat 5	<i>Informier et communiquer pour savoir</i> : la gestion des connaissances et la dissémination des bonnes pratiques de réduction des risques et de renforcement de la résilience sont appuyées à tous les niveaux.

Les trois thèmes transversaux ainsi que les quatre thèmes prioritaires suivants appuient la réalisation des cinq résultats stratégiques :

- le rôle central du développement des capacités ;
- les partenariats et alliances stratégiques ;
- l'importance cruciale de l'égalité du genre ;
- l'appui nutritionnel intégré apporté aux familles d'agriculteurs, d'agro-pasteurs, de pasteurs et autres groupes parmi les plus vulnérables ;

- l'appui primordial au pastoralisme ;
- la gestion durable des ressources naturelles (eau, terres, arbres, et pêche) ;
- la lutte contre la désertification et l'adaptation aux changements climatiques ;
- l'importance des migrations urbaines et rurales et des conflits dans la région liés aux changements climatiques et aux catastrophes.

Sur la base des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement mis en œuvre ces dernières années et des expériences acquises, les interventions proposées sont conçues de façon à répondre aux besoins immédiats pour l'année en cours (première phase du programme), en apportant une assistance urgente aux populations vulnérables ciblées afin d' :

- améliorer la disponibilité alimentaire en période sèche ;
- assurer la protection des moyens d'existence des agriculteurs, pasteurs, agro-pasteurs et autres groupes vulnérables afin d'éviter les ventes excessives de biens et des mécanismes d'adaptation négatifs, en particulier la perte du cheptel des pasteurs les plus à risque ;
- atténuer l'effet de la hausse des prix des céréales sur l'approvisionnement des populations les plus pauvres.

Les interventions proposées selon les cinq axes de résultats sont des mesures proactives qui contribueront à réduire l'impact de la crise liée en partie à la sécheresse et qui sont plus efficaces et moins coûteuses que des mesures de réponse seules. Les périodes de **pré-soudure et de soudure de mars-avril à septembre** selon la zone considérée, sont critiques pour l'insécurité alimentaire et la malnutrition. **Il faut intervenir dès maintenant si l'on veut réussir à protéger les moyens d'existence des plus vulnérables et éviter l'escalade de la situation qui pourrait conduire à la famine.**

Le Programme répondra dans une deuxième phase, actuellement en cours d'élaboration, aux besoins de redressement pour 2013 et, ensuite, aux besoins à plus long terme en 2014 et 2015. Il sera ajusté si nécessaire afin tenir compte de l'évolution de la situation agricole et alimentaire et afin de garantir la cohérence entre les interventions d'urgence, de réhabilitation et de développement ainsi que les investissements qui y sont relatifs.

Les cinq axes de résultats proposés seront maintenus dans les phases d'urgence, de redressement/réhabilitation et de développement afin d'assurer la continuité et la complémentarité des interventions en faveur de la résilience des personnes vulnérables et des institutions au niveau local, national et régional du Sahel. En cas de nouvelle crise, ce même cadre de cinq résultats stratégiques restera valable et la programmation future sera simplifiée car construite sur des piliers existants qui favorisent la coordination des actions, la structuration des activités et de la communication dans un même cycle « avant, pendant et après » de crises chroniques. Cette approche est fondée sur le principe qu'il est indispensable de prévoir, de mitiger et de se préparer à répondre aux crises et sur la nécessité de s'orienter vers une approche de gestion et réduction des risques de façon planifiée, flexible et adaptable, plutôt que sur les efforts et coûts de gestion de crise, quand il est souvent déjà trop tard.

A ce jour, plus de 16 millions de personnes sont estimées en état d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et ont besoin que des actions pertinentes et bien ciblées soient entreprises au plus tôt. Cette estimation représente environ 35 pour cent de la population du Niger, 20 pour cent au Mali, 10 pour cent au Burkina Faso ainsi que dans la bande sahélienne du Tchad et plus de 20 pour cent de la population mauritanienne. Au delà de l'insécurité alimentaire au niveau familial, il est estimé que plus d'un million d'enfants sont à risque de malnutrition aigüe sévère. Ces chiffres seront

actualisés régulièrement en fonction des évolutions constatées. Les estimations des populations affectées ciblées par la FAO sont résumées ci-dessous :

Pays	Burkina Faso	Gambie	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad	Total
Personnes vulnérables ciblées par la FAO	826 000	247 495	380 825	497 500	3 426 000	350 000	470 500	6 198 320
% de la population en insécurité alimentaire	49	41	11	71	63	47	13	39

Avec le concours de ses partenaires financiers, la FAO se prépare à atteindre plus de 60 pour cent des personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie, et au Niger. La FAO vise plus de 40 pour cent des personnes affectées au Burkina Faso, Sénégal, et en Gambie. Au Mali et au Tchad la FAO vise plus de 10 pour cent des personnes affectées.

Actuellement, il n'existe pas de détails compatibles par pays quant au nombre de personnes à risque en fonction de leur mode d'existence. Il est urgent de mener des évaluations détaillées ou d'analyser les nombre de personnes affectées selon les catégories suivantes :

- nombre d'agriculteurs,
- nombre de pasteurs,
- nombre d'agro-pasteurs,
- nombre d'agro-sylvo-pasteurs,
- nombre de pêcheurs,
- nombre d'autres groupes marginaux (prolétariat agricole), déplacés-retournés-réfugiés et migrants en zone urbaine/périurbaine.

De plus, les évaluations des besoins nécessiteront une désagrégation des données selon le genre et la composition familiale afin d'assurer la mise en œuvre d'intervention ciblées et appropriées.

Dans le cadre du plan IASC (version 2 du 15 février 2012) les agences humanitaires demandent un total 724 millions d'USD pour répondre à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel. Ceci inclut :

- 480 millions d'USD pour la sécurité alimentaire afin de répondre aux besoins de plus de 12 millions de personnes à travers la région (chiffre augmenté en mars à plus de 16 millions)
- 243 millions d'USD pour la nutrition à travers la région, plus d'un million d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et plus de 2 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée.

La FAO a estimé les besoins financiers immédiats pour protéger la résilience des agriculteurs, des pasteurs, des agro-pasteurs, des agro-sylvo-pasteurs et autres groupes marginaux en 2012, à près de **80 million d'USD** afin d'assister environ **6, 2 millions de personnes** dans la région du Sahel¹, **soit près de 39 pour cent des plus 16 millions² de personnes estimées en insécurité alimentaire et nutritionnelle.**

¹ Le plan de réponse IASC ne tient pas compte de la Gambie qui a déclaré l'urgence seulement plus tard. Par contre la FAO a ajouté la Gambie dans son programme d'action.

² Estimation selon différentes sources au 13.03.2012.

Ces besoins représentent seulement 15 pour cent du montant total de la stratégie de réponse IASC pour la sécurité alimentaire, et seulement 10 pour cent des 724 millions estimés pour la sécurité alimentaire et la nutrition. **A ce jour, seuls 21 pour cent des besoins financiers de la FAO sont financés.**

Pays	Priorités	Nombre de personnes ciblées par la FAO	Financement demandé pour réponse 2012	Financement reçu (USD)	Financement manquant (USD)
BURKINA FASO	Assistance aux agriculteurs (maraîchage, production céréales, commerce) et aux pasteurs vulnérables (services vétérinaires, élevage, fourrage, etc.)	826 000	14 873 000	1 430 000	13 443 000
TCHAD	Assistance aux agriculteurs et pasteurs vulnérables (réduction malnutrition, support information et système de coordination)	470 500	10 357 000	2 810 123	7 546 877
GAMBIE	Assistance aux agriculteurs vulnérables	247 495	5 076 945	1 426 171	3 650 774
MALI	Assistance aux agriculteurs, pasteurs, forestiers et appui en nutrition	380 825	10 050 000	2 741 720	7 308 280
MAURITANIE	Assistance aux agriculteurs et pasteurs vulnérables (fourrage, nourriture bétail)	497 500	9 000 000	1 921 554	7 078 446
NIGER	Assistance aux agriculteurs et pasteurs vulnérables	3 426 000	23 444 200	3 507 713	19 936 487
SÉNÉGAL	Assistance aux agriculteurs vulnérables	350 000	5 100 000	2 353 002	2 746 998
PROGRAMMES RÉGIONAUX	Appui technique régional et aux pays affectés en matière de coordination de la sécurité alimentaire, évaluation et analyse des besoins		1 127 500	348 000	779 500
TOTAL		6 198 320	79 028 645	16 538 283	62 490 362

Selon les cinq résultats stratégiques proposés ci-dessus, les détails des interventions techniques d'urgence, de réhabilitation et de développement qui visent les agriculteurs, les pasteurs, les agro-pasteurs, les agro-sylvo-pasteurs et autres groupes marginaux vulnérables pour les années 2012-2015 ainsi que la gestion durable de leurs ressources naturelles (eau, terres, forêts, parcours, pêche) et la réduction des risques multiples et climatiques sont en cours de planification et seront communiqués dès que possible.

Les interventions immédiates de protection de la résilience proposées par la FAO offrent une garantie de viabilité car elles appuient de manière directe les moyens d'existence des personnes vulnérables afin de contribuer à leur autonomie et dignité de vie. Les détails du programme et des activités immédiates planifiées actuellement pour 2012, sont présentés dans les fiches région et pays disponibles sur le site de la FAO consacré à la crise du Sahel : <http://www.fao.org/crisis/sahel>